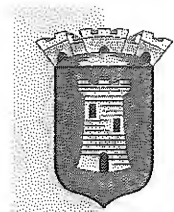


SDLP



Ville de
Sainte-Maxime

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR D.L.P.A.J. RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Liberté - Egalité - Fraternité
29 MAI 2018
25 MAI 2018
ARRIVÉE SDLP-BLI le 17 mai 2018



18-027504-A

Ministère de l'Intérieur
DLPAJ
Bureau des libertés
individuelles
Sous-direction des libertés publiques
Place BAUVEAU
75 800 PARIS

Direction de la Police Municipale

Réf. : 180-18/TC

Affaire suivie par Carmignani Thierry

Tel. 04 94 96 00 29

CHRONO : 4211

Objet : Bilan utilisation de caméras individuelles

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR D.L.P.A.J.
25 MAI 2018
ARRIVÉE SDLP-BLI

Madame, Monsieur,

Par arrêté du 24 août 2017, Monsieur le Préfet du Var autorisait le service de la Police Municipale de Sainte-Maxime à procéder à l'enregistrement audiovisuel des interventions des agents au moyen de huit caméras individuelles.

Après une période de 9 mois, le port de ce matériel par les policiers est concluant. Lors des missions de voie publique ou lors des procédures de verbalisation, dès lors que le ton monte vis-à-vis des policiers et l'annonce par ces derniers du déclenchement de l'enregistrement, les personnes récalcitrantes se calment.

Ainsi sur les 9 mois écoulés, nous avons fourni sur réquisition OPJ, un enregistrement d'une intervention effectuée le 17 novembre 2017 à 00h44 pour des faits d'outrage et d'ivresse publique manifeste. Les deux auteurs ont été condamnés par le Tribunal de Grande Instance de Draguignan.

Pour l'année 2017, le service de la Police Municipale a relevé 11 faits d'outrage et rébellion à l'encontre des personnels, depuis le début de l'année 2018 et pour les 5 mois écoulés, nous n'avons enregistré qu'un seul fait.

Ainsi, même si la période d'essai est courte concernant la commune de Sainte-Maxime, il apparaît que l'usage des dispositifs d'enregistrement audiovisuel est bénéfique et efficace pour les agents de police municipale.

Je vous prie de recevoir, Madame, Monsieur, l'assurance de mes salutations distinguées.

COURRIER ARRIVÉ DLPAJ / SDLP
25 MAI 2018
BLI

Le Maire
Président de la communauté de communes
du golfe de Saint-Tropez
Conseiller Régional Provence Alpes Côte d'Azur

Vincent MORISSE

